

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CCI NORD-ISERE

104 avenue du Port
ZI Portuaire
38150 Salaise-sur-Sanne

Références : 2024-Is054TN2

Code AIOT : 0006103182

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/07/2024 dans l'établissement CCI NORD-ISERE implanté 104 avenue du Port ZI Portuaire 38150 Salaise-sur-Sanne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le plan pluriannuel de l'inspection des installations classées. Elle a principalement visé l'activité de stockage et de broyage de charbons exercée sur le site qui compte plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CCI NORD-ISERE
- 104 avenue du Port ZI Portuaire 38150 Salaise-sur-Sanne
- Code AIOT : 0006103182
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La Chambre de Commerce et de l'Industrie Nord Isère exploite plusieurs installations industrielles au sein du port de Salaise-sur-Sanne qui intègre également une installation exploitée par Engrais Sud Vienne.

Parmi ces installations, on compte le silo du port, doté du numéro d'AIOT 0010400046 et encadré par un arrêté préfectoral d'autorisation du 12 novembre 1986.

On compte également la partie Nord du port, doté du numéro d'AIOT 0006103182, où sont exercées plusieurs activités. Plusieurs d'entre elles sont encadrées par l'arrêté d'autorisation du 16 novembre 2010 :

- une activité de stockage de charbon,
- une activité de criblage de charbon,
- une activité de stockage de déchets de pneumatiques.

Le tableau des activités de l'arrêté du 16 novembre 2010 a été mis à jour par l'arrêté du 5 mars 2015 et l'exploitant a également déclaré une activité de stockage de bois dans un volume limite de 19 800 m³ sous la rubrique ICPE n°1532-2-b le 2 juin 2023.

La partie Sud du port est également exploitée par le CCI Nord Isère, des activités de stockage ne relevant pas, a priori, de la nomenclature des ICPE.

L'exploitant a indiqué à l'inspection que le site se trouvait dans une situation particulière ; le terrain du port est concédé par l'état à la Compagnie Nationale du Rhône (CNR) jusqu'au 12 décembre 2024, date de l'échéance de la concession ainsi que de la sous-concession passée entre la CNR et la CCI. La CCI Nord Isère a postulé à sa propre succession via un groupement composé d'autres entités et un second groupement postule également pour la reprise de l'exploitation du port.

Dans ce cadre-là, il se peut que l'exploitant du port et ses activités industrielles changent en fin d'année ; cette information ne sera connue qu'en septembre/octobre 2024 au meilleur des cas.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les

informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 05/03/2015, annexe 1	Demande d'action corrective	1 mois
2	Gestion des effluents aqueux Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 16/11/2010, article 4.2.2	Arrêté préfectoral de mise en demeure	3 mois
3	Gestion des effluents aqueux Isolement des réseaux	Arrêté Préfectoral du 16/11/2010, article 4.2.4.1	Arrêté préfectoral de mise en demeure	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Entretien des installations de traitement des effluents	Arrêté Préfectoral du 16/11/2010, article 4.3.4	Arrêté préfectoral de mise en demeure	3 mois
5	Suivi des température	Arrêté Préfectoral du 16/11/2010, article 7.2.5	Arrêté préfectoral de mise en demeure	2 mois
6	Accès au site	Arrêté Préfectoral du 16/11/2010, article 7.2.1.1	Arrêté préfectoral de mise en demeure	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection visait principalement l'activité de stockage et de broyage de charbon mais elle a permis de faire un point sur la situation administrative du site dont les activités exercées et soumises à la nomenclature des ICPE sont multiples.

Des non-conformités ont été identifiées à l'occasion de cette visite, elles donnent lieu à des demandes d'action correctives et à une proposition de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2015, annexe 1

Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative

Prescription contrôlée :

Article 1 :

La Chambre de Commerce et d'Industrie Nord Isère, dont le siège social est situé 2 place Saint Pierre CS 50209 38217 Vienne cedex est autorisée à poursuivre l'exploitation des activités reprises dans le tableau ci-annexé sur son site implanté 104 avenue du port à SALAISE SUR SANNE.

Annexe 1 : Tableau des activités-Chambre de Commerce et d'Industrie Nord Isère sur Salaise-sur-Sanne

Rubriques	Nature des activités	Volume des activités	Classement
1520-1	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses (dépôts de) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 500 t	50 000 tonnes	A
2515-1-b	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes. 1. Installations de broyage, criblage, pulvérisation, concassage, ensachage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées	300 kW	E

	par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2, la puissance installée des installations, étant : b) Supérieure à 200 kW, mais inférieure ou égale à 550 kW		
2714-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m3	7000 m ³	A

Constats :

Les activités mentionnées dans le tableau de l'annexe I de l'arrêté préfectoral complémentaire du 05/03/2015 ne sont plus à jour, il faut noter les changements suivants :

- la rubrique 1520-1 a été supprimée et remplacée par la rubrique n°4801-1, par le décret n° 2014-285 du 3 mars 2014,
- la rubrique 2515-1-b qui relevait du régime de l'enregistrement a été remplacée par la rubrique 2515-1-a qui relève désormais de l'enregistrement suite à la suppression du régime de l'autorisation sous cette rubrique qui a été introduite par le décret n° 2018-900 du 22 octobre 2018,
- la rubrique 2714-1 est passée du régime de l'autorisation à celui de l'enregistrement, suite à l'entrée en vigueur du décret n°2018-458 du 6 juin 2018.

125 000 tonnes de charbon ont transité sur le site au cours de l'année 2019. L'inspection a constaté que le volume de charbon stocké à l'air libre se limitait à 291 tonnes lors de l'inspection (3 tas de qualités variables, stockés sur une couche de charbon nivelée) et se situait au nord du site (point 2 sur le plan ci-dessous). La diminution de cette activité est notamment due au fait que le principal destinataire de ce charbon, un industriel, a changé ces process et n'utilise plus de charbon.

Il existe encore une activité de criblage de charbon sur le site mais les machines fixes ont été démantelées et remplacées par une cribreuse mobile d'une puissance moindre. Cette dernière se situe à proximité du stock de charbon à l'extrémité nord du site, sur le point 3 du plan.

Le site exerce encore une activité de stockage et de transit de déchets de pneumatiques ; ces derniers sont évacués par barge une fois par mois. Le stock était de 339 tonnes le jour de l'inspection, soit environ 283 m³. Le stock se situait à proximité du point 5 représenté sur le plan. Le stock est à l'air libre.

L'inspection a aussi constaté la présence d'un stock de déchets de carton dans le bâtiment situé le long du quai et qui avoisine l'auvent (point 9 du plan). L'inspection a également constaté la présence d'un stock de balles de déchets de plastique dans une partie de l'entrepôt où sont stockés les carbonates à l'extrémité sud du site (point 12 du plan).

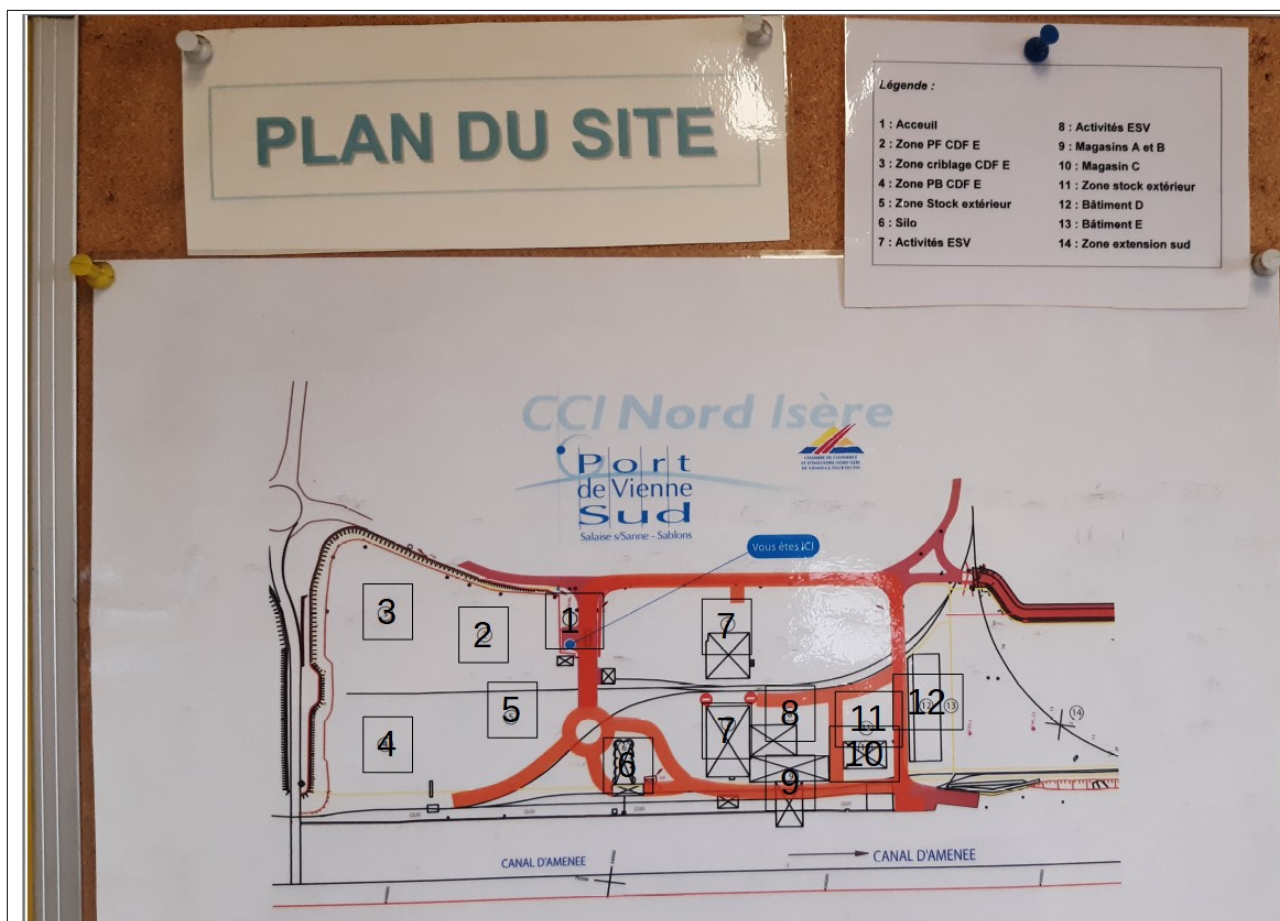
Le stock est composé de 783 balles, représentant une masse de 234.9 tonnes. Ces deux activités n'ont jamais été déclarées au préfet et sont également soumises aux prescriptions de la rubrique ICPE n°2714.

Le bois stocké sur le site l'est à plusieurs endroits. Cette activité a fait l'objet d'une déclaration le 2 juin 2023. Une partie est stockée à l'air libre au point 5 représenté sur le plan, distinctement du stock de déchets de pneumatiques et conformément au lieu de stockage désigné dans la déclaration du 2 juin 2023. Des rondins de bois étaient également stockés sur le site, le long du quai au niveau du point 10 sur le plan ; cette activité n'a jamais été déclarée au préfet.

Le site exerce également une activité de stockage et de transit de matériaux pulvérulents et non pulvérulents dans des entrepôts fermés (point 10 et 12 sur le plan). Le jour de l'inspection, 2226 tonnes d'alumines (soit 560 m³) et 1460 tonnes de carbonates (soit 584 m³) étaient stockées . Les volumes stockés n'atteignaient pas les seuils de déclarations associées aux rubriques ICPE n° 2516 et 2517.

L'inspection a pu vérifier le volume de différents produits stockés grâce au logiciel « Oxygène » que l'exploitant utilise pour suivre les mouvements des différents flux transitant dans le port. L'exploitant a adressé à l'inspection une extraction des chiffres des différents stocks.

Ainsi, les activités exercées sur le site sont en deçà des seuils définis dans les tableaux des rubriques définis dans les différentes décisions encadrant le site.



Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant confirmera à l'inspection, **dans un délai d'un mois**, les situations administratives des sites proposées ci-dessous.

Sous le n° d'AIOT 1000400046, (point n°6 sur le plan) l'activité suivante est exercée :

N° rubrique	Désignation de l'activité	Capacité de l'installation	Régime
2160.2.a	Silos autres que plats autorisés	17647 m ³	A

Sous le n° d'AIOT 0006103182, (points n°2, 3, 4 et 5 sur le plan) les activités suivantes sont exercées :

N° rubrique	Désignation de l'activité	Capacité de l'installation	Régime
4801.1	Silos autres que plats autorisés Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :	50 000 tonnes	A
2515.1.a	Broyage, concassage, criblage, ensachage,	300 kW	E

pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes.

1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant:

b) Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW

2714.1 Installation de transit, regroupement, tri ou 7000 m³

E

préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :

1. Supérieur ou égal à 1 000 m³

1532.2.b Bois ou matériaux combustibles analogues, 19 800 m³

D

y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public :

2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant:

b. Supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³

Enfin, l'exploitant transmettra **dans un délai d'un mois** un tableau relatant les activités exercées dans la partie sud du site, incluant a minima le stockage de bois, de produits minéraux pulvérulents, de produits minéraux non pulvérulents, de transit de déchets de plastiques et cartons.

Compte tenu du volume de déchets plastiques stockés et du dépassement du seuil de 100 m³ associé à la rubrique 2714, l'exploitant devra **dans un délai d'un mois** déclarer cette activité ou

maintenir le stock de déchets visés par cette rubrique (les plastiques et les cartons sont visés) sous le seuil de 100 m³. L'inspection signale également qu'en cas de poursuite de cette activité, les prescriptions ministérielles applicables aux installations nouvelles seront appliquées, notamment en matière de lutte contre les incendies alors qu'aujourd'hui ces dernières ne sont pas respectées (notamment l'absence de système de détection d'incendie pour le stockage de déchets plastiques).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, voir ci-dessus

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Gestion des effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2010, article 4.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Constats :

L'exploitant a présenté un plan des réseaux daté de 2008. Ce dernier n'est pas à jour et il y manque de nombreuses informations. L'exploitant a présenté deux autres extraits de plan, non datés.

Les locaux administratifs sont reliés au réseau d'eau potable, ce qui n'est pas apparent sur le plan. Les locaux administratifs n'apparaissent pas non plus sur les deux extraits de plans.

Le bassin de rétention et le décanteur qui l'équipe n'apparaissent pas sur le plan de 2008. Le plan des réseaux de 2008 présente un seul point de rejet au Rhône.

Les deux extraits de plan représentent deux points de rejet au Rhône, l'un en aval du décanteur qui équipe le bassin de rétention où les eaux pluviales de la zone "charbon" sont collectées avec les eaux d'arrosage de cette zone (ce système n'est plus en place). Le second point de rejet est situé en aval d'un séparateur hydrocarbure.

L'inspection a constaté la présence de deux regards le long du quai, à proximité immédiate du

<p>Rhône. Un de ces regards est situé en amont du point de rejet que l'on retrouve bien sur le plan des réseaux et qui est mentionné dans l'arrêté du 16 novembre 2010.</p> <p>Le second regard est situé en aval du séparateur hydrocarbure au-dessus duquel se trouve trois regards (comme indiqué sur un extrait de plan des réseaux) et témoigne de la présence du second point de rejet qui n'est pas mentionné dans l'arrêté du 16 novembre 2010.</p> <p>L'inspection n'a pas pu visualiser les deux points de rejet au Rhône compte tenu de la configuration du quai.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai de trois mois, l'exploitant transmettra à l'inspection un plan des réseaux complet et daté.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Gestion des effluents aqueux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2010, article 4.2.4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Isolement des réseaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a pu visualiser le bassin de rétention des eaux pluviales où les eaux pluviales de la zone Nord du site sont collectées avant d'être traitées via un décanteur puis rejetées. L'inspection n'a pas constaté la présence d'un système permettant d'isoler le bassin de l'extérieur.</p> <p>L'exploitant a connaissance d'un système permettant d'isoler le bassin mais n'a pas su le montrer à l'inspection. Il a également mentionné une procédure formalisée pour isoler le bassin de rétention, non présentée à l'inspection.</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'un second point de rejet au Rhône, équipé d'un déshuileur et situé à proximité du silo.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai de un mois, l'exploitant transmettra à l'inspection la procédure relative à l'isolement du bassin de rétention, en y joignant des photos du ou des dispositifs d'isolement.</p>

L'exploitant justifiera également de la possibilité d'isoler le réseau connecté au second point de rejet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Entretien des installations de traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2010, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien débourbeur
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue. Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé. Le débourbeur-séparateur d'hydrocarbures est régulièrement vidangé et fait l'objet au minimum d'un entretien annuel.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté une facture relative à une opération de maintenance sur le décanteur, pour son nettoyage (débouchage et curage) ainsi que celui des canalisations et le nettoyage des filtres, datée du 27/06/2023.</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'un dépôt de filtres à proximité du bassin de rétention, il s'agit des anciens filtres du décanteur. L'inspection a constaté qu'une plage s'est formée dans la partie du bassin situé en amont du décanteur.</p> <p>Concernant le second point de rejet situé à proximité du silo, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de preuves de l'entretien du déshuileur qui l'équipe.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai de trois mois, l'exploitant fera entretenir le bassin de rétention et le décanteur lamellaire-séparateur hydrocarbures pour assurer un état de fonctionnement optimal.</p> <p>Dans ce même délai, l'exploitant fera assurer la maintenance du déshuileur et transmettra à l'inspection une preuve de cette intervention (contrat, bordereau de suivi de déchets...).</p> <p>L'exploitant adressera à l'inspection une facture des filtres ayant été changés récemment pour attester de leur remplacement.</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection les factures relatives à ces opérations.</p> <p>L'exploitant mettra en place le registre de suivi exigé par l'AP.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Suivi des température

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2010, article 7.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des température
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant veillera à gérer les stocks de charbon de manière à minimiser les phénomènes dangereux d'auto-échauffement et éviter les auto-combustions. A cet effet, il assurera une rotation correcte des charbons en expédiant les produits les plus anciens et veillera, lors des chargements, à apprécier la température du stock.</p> <p>La rotation des charbons ainsi que la surveillance de la température du stock de charbon (visuelle et mesures périodiques) seront consignées dans un registre laissé à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant justifiera dans ce document, selon la nature du charbon stocké, la température de stockage ainsi que le temps de rotation admissibles. Dans le cas où les produits seraient destinés à rester plusieurs mois en stock, un compactage des tas sera réalisé afin de retarder les montées en température du charbon. Ces opérations seront également consignées dans le registre précédent. Les eaux issues du décanteur pourront en tant que de besoin servir à l'arrosage des tas.</p> <p>L'ensemble de ces dispositions sera établi en étroite relation avec la société important et transformant les charbons. L'éclairage et le chauffage par des appareils à feu nu ou à flamme seront interdits.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection que le suivi instrumentalisé des températures n'était plus assuré. Ce dernier était assuré auparavant pour certains types de charbons, à la demande de certains clients et une consigne était en place en cas de dépassement de températures données.</p> <p>Aujourd'hui, la surveillance des températures n'est plus que visuelle : en cas de détection de fumerolles, les tas sont brassés et compactés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant mettra en place une surveillance du stock de charbon conforme aux prescriptions de l'arrêté Préfectoral du 16/11/2010, basée sur une surveillance visuelle et instrumentalisée dont les résultats doivent être consignés dans un registre qui sera tenu à disposition de l'inspection dans un délai de deux mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Accès au site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2010, article 7.2.1.1
Thème(s) : Autre, Accès au site
Prescription contrôlée : Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.
Constats : L'inspecteur a constaté lors de son entrée sur le site que l'accès n'était pas contrôlé. La clôture était ouverte et aucune barrière n'empêchait l'accès au quai ou au reste du site. Une partie du site exploitée par Engrais Sud Vienne est clôturée mais lors du passage de l'inspection deux barrières étaient ouvertes, probablement pour les besoins de fonctionnement de l'installation. Lorsqu'il s'est présenté à l'accueil du site, l'inspecteur a constaté qu'aucun registre n'était mis à disposition pour y renseigner la présence de visiteurs. L'exploitant a indiqué que la clôture du site est fermée la nuit et que le site n'est pas gardé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant se mettra en conformité avec l'article 7.2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 16/11/2010. Il prendra des dispositions pour qu'aucune personne étrangère à l'établissement n'ait un libre accès aux installations, en période ouvrée ou non ouvrée et il prendra des dispositions nécessaires au contrôle des accès ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure
Proposition de délais : 1 mois